



IAE PARIS  
SORBONNE BUSINESS SCHOOL  
ALUMNI



Investir, Administrer, Entreprendre en Afrique

DECEMBRE 2021



REVUE TRIMESTRIELLE



100% FEMININE



# SOMMAIRE

## ÉDITORIAL

**Léon T. Fodzo**

CO- RESPONSABLE CLUB AFRIQUE

2

## 5 QUESTIONS À :

**Vanessa GRANDCOLLOT**

MBA IAE Paris Sorbonne, 2020

3 à 8

## PARCOURS MANAGER

**Laïka MBA**

MBA IAE Paris Sorbonne, 2020

9 à 14

## PARCOURS ENTREPRENEUR

**Cécile BENDAOU**

MBA IAE Paris Sorbonne, 2011

15 à 20

## ON EN PARLE

21

## NOMINATIONS

21

---

# EDITORIAL



**C'**est avec un immense plaisir, que nous vous offrons en ce mois de décembre 2021, la deuxième édition 100 % féminine de notre revue. A travers ce numéro nous avons donné la parole à des femmes diplômées de l'IAE Paris Sorbonne et qui sont installées sur le continent africain.

À la lecture de leurs parcours nous espérons que vous en tirerez des enseignements fructueux pour vos projets individuels et collectifs.

*Léon T. Fodzo*



# 5

## QUESTIONS À :



**Vanessa**  
**GRANDCOLLOT**

MBA IAE Paris  
Sorbonne 2020

*[vgrandcollot@iae-paris.org](mailto:vgrandcollot@iae-paris.org)*

1

L'Afrique a le taux de pénétration internet le plus bas du monde. C'est également le continent où la fracture numérique entre les hommes et les femmes est la plus marquée, avec seulement 18,6% de femmes utilisant l'Internet contre 24,9% des hommes selon l'Union internationale des télécommunications (UIT). Quelles sont vos préconisations pour améliorer l'inclusion numérique de la femme africaine ?



Pour moi, l'accès à l'éducation et l'assimilation sont les facteurs clés qui favoriseront cette inclusion. Avoir des exemples de femmes, proches de nos réalités, qui ont réussi dans ce domaine permettrait à d'autres de s'y intéresser.

Aujourd'hui, de plus en plus d'influenceuses africaines tirent leur épingle du jeu grâce aux communautés qu'elles arrivent à fédérer. Une opportunité pour celles qui ont une âme d'entrepreneur et pour les marques de communiquer directement avec leur cible.

Les plateformes offrant des contenus pour les femmes continuent à progresser car elles donnent, à l'instar de YouTube pour l'occident, la possibilité d'être créateur de contenus tout en étant rémunéré pour cela.

Avec plus de 600 millions de créatrices d'entreprises, l'Afrique s'impose comme le continent où le taux de femmes entrepreneures est le plus élevé au monde (la Tribune Africaine, 22 avril 2021). Ce chiffre pourrait continuer de grimper et contribuer à l'amélioration de l'inclusion numérique de la femme africaine, si l'on facilitait le financement de ces dernières. L'accès à l'éducation et l'information, peut être grâce à un système de mentorat vu et réalisé par des femmes pour des femmes, viendrait aussi favoriser cette amélioration.

## 2



Plus de 80 % des femmes en Afrique vivent de l'agriculture, nombres d'entre elles n'ont pas accès à la terre et au crédit. Quelles pistes d'amélioration faut-il initier, afin que les NTIC en Afrique riment avec autonomisation économique de l'agricultrice ?



Selon un article de OMPI Magazine en 2018, il y a dans le secteur agricole 62% de travailleurs, principalement dans la production (elles produisent jusqu'à 80% de l'alimentation du continent), la transformation et la commercialisation des denrées. Ces chiffres pourraient être réels si l'accès au prêt et à la terre étaient facilités pour les femmes et les NTIC pourraient y participer grandement. On le sait aujourd'hui, les microfinances prêtent plus facilement aux femmes, car bien qu'elles soient plus touchées par la précarité, elles ont un taux de recouvrement de prêt de 98% auprès de ces organismes. Partant de ce constat, on peut se servir, grâce aux NTIC, du principe de la tontine qui est le prêt solidaire qui marche le mieux en Afrique, pour faire face à cette problématique en recourant au Mobile Banking : les femmes s'autofinanceraient et sortiraient de la dépendance des microfinances ou autre institutions financières.

Le taux de pénétration du téléphone mobile important en Afrique, même dans les coins reculés, permettrait, grâce au Mobile Banking, d'implémenter ce système de prêt à plus grande échelle et à faible coût en faisant bénéficier le plus grand nombre pour un impact plus important. En sus, la mise en place de plateformes numériques adaptées aux réalités de ce secteur contribuerait à améliorer cette autonomisation économique en créant par exemple une banque de données accessible par IVR (Interactive Voice Response). Celle-ci informerait dans les différentes langues locales, sur des sujets comme une épidémie qui ravage les plantes de la région, ou comment améliorer sa technique de production avec des produits locaux tout en optimisant la productivité de la récolte. Le partage des connaissances, la logistique en plus de la transformation des aliments ne devraient pas être en reste car cela limiterait les pertes, faciliterait les échanges, mutualiserait les coûts et surtout augmenterait les revenus des productrices.



# 3

**Le continent africain est le théâtre d'un impressionnant leapfrog dans les NTIC. Comment expliquez la faible présence des femmes africaines dans la recherche, le développement, le management sur le continent ? Comment y remédier ?**



A mon sens, cette faible présence s'explique par le manque de modèle féminin dans ce domaine.

Je m'explique : il y a de plus en plus de femmes brillantes qui évoluent ou ont évolué dans ces différents domaines comme Uche Ofodile, Nabou Fall, Fatim Cissé pour ne citer qu'elles qui font la fierté de jeunes générations, mais ce n'est clairement pas assez. Il nous faut mettre en avant plus de talents comme elles, afin que les jeunes femmes en devenir aient des modèles qui leurs ressemblent et suscitent de ce fait plus de passion pour ce domaine.

Ce signal fort nous dirait que cela est aussi possible pour nous, qu'on peut être femme, mère, épouse et réussir avec succès sa vie professionnelle car d'autres femmes avant nous l'ont fait. Il est difficile de devenir ce que nous n'avons jamais vu ou même imaginé.



4

Les femmes sont parmi les premières victimes de cyberviolence en Afrique : propagation de messages haineux, sexistes et misogynes, harcèlement, intimidation ... Face à ce triste constat, comment faire des NTIC, des outils de protection de la femme sur le continent ?



L'éducation et la prévention restent à mon sens les premiers éléments clés pour y arriver. Tout d'abord, il est important de se prémunir de ce genre d'actes en alertant sur les dangers qu'on peut rencontrer sur internet : du piratage d'informations confidentielles au cyber harcèlement. Dans un second temps, il faut mettre en place des structures à compétences judiciaires, qui traitent directement de questions en rapport avec la criminalité et les analyses numériques avec pour objectif de traquer les cyber harceleurs en ligne comme ce qu'a fait la France avec la C3N (Le centre de lutte contre les criminalités numériques).



Et pour finir, l'utilisation d'un outil qui nous vient de la Startup BODYGUARD et que je trouve révolutionnaire dans la lutte contre le cyber harcèlement : grâce à son intelligence artificielle unique au monde, il peut repérer et supprimer tous les contenus haineux publiés sur les réseaux sociaux, de manière personnalisée, avant même que l'utilisateur en prenne connaissance. (Ce qui a valu à la Startup BODYGUARD de remporter le prix "Impact" du concours 10.000 startups pour changer le monde en Mars 2021).



5

Pouvez-vous nous citer 5 mesures fortes que vous recommanderiez à un gouvernement africain, pour un impact plus fort des NTIC sur le développement socio-économique ?



Si je peux me permettre certaines pistes qui sont déjà, pour certaines, en cours d'exécution dans quelques pays, je dirais qu'il serait opportun de revoir, pour une période donnée, la réduction des taxes d'importations de matériaux informatiques pour accélérer la réduction de la fracture numérique.

En sus, je penserai à l'écosystème pour aider à structurer le secteur : la réglementation, des lois adaptées, mises en place de dispositifs qui rendraient nos pays attractifs pour les investisseurs de ce secteur et bien d'autres.

L'éducation me paraît un maillon important dans cette chaîne. Mettre en place des programmes scolaires qui permettraient à nos enfants, et cela dès le primaire, de manier un ordinateur et progressivement à l'accompagner à l'utiliser au maximum de son potentiel avec tout ce qu'internet peut mettre à notre disposition en tant que formidable outil d'apprentissage.

Nos universités ne devraient pas être en reste. Beaucoup de nos étudiants en cursus d'ingénieur télécom n'ont jamais eu l'opportunité de voir concrètement comment se monte un réseau et de le réaliser eux-mêmes. Il y a encore beaucoup de travail à faire dans ce domaine et permettre à nos enfants d'étudier dans les meilleures conditions contribuera, je le pense, à un rayonnement plus grand de l'Afrique.

La mise en place de hubs numériques, nationaux et régionaux permettraient un échange entre les différents pays et favoriseraient l'innovation, tout en contribuant au développement grâce à ce canal (des solutions concrètes aux problématiques locales ou sous régionales). Enfin, favoriser l'exécution, par un pourcentage de prestataires locaux, de tous les partenariats public-privé contribuerait aux partages de connaissance, transmission de savoir et de technologie

# PARCOURS MANAGER



**Laika MBA**

MBA IAE Paris

Sorbonne, 2020

*Imba@iae-paris.org*



**Bonjour Laika, merci de nous accorder cet entretien. Pouvez-vous vous présenter à nos nombreux lecteurs ?**

Je m'appelle Laïka MBA, gabonaise, ingénieure de formation et entrepreneure dans le digital depuis plus d'un an. J'ai effectué mes études secondaires au Gabon, puis j'ai poursuivi mes études supérieures en France. D'abord j'ai obtenu mon diplôme d'ingénieur généraliste à l'ESIEA (Ecole Supérieure d'Informatique Electronique et Automatique). Par la suite, j'ai complété mon cursus par deux masters spécialisés dans une école de commerce : l'Ecole de Management de Grenoble. J'ai débuté ma carrière professionnelle en 2008 en France, en tant que Business Analyste à KPMG, puis j'ai continué en tant que chef de projet décisionnel pour le Groupe Quick entre la France et la Belgique.

En 2014, je suis rentrée au Gabon où j'ai exercé en tant que Directrice des Systèmes d'information pour le compte de grandes agences gouvernementales à l'instar de l'Agence Nationale des Grands Travaux d'Infrastructures (ANGTI) et le Fonds Gabonais d'Investissements stratégiques (FGIS). J'ai notamment conduit pendant 2 ans le projet de digitalisation de l'administration publique gabonaise au sein de l'Agence Nationale d'Infrastructures Numériques et des Fréquences (ANINF). En 2020, après 12 ans d'expérience dans la gestion de projets informatiques de grandes envergures, j'ai complété ma formation par un Executive MBA et aujourd'hui, j'occupe la fonction de Directrice associée de la société ST Digital, dont j'ai ouvert la filiale Gabon. Cette entreprise a pour ambition d'accompagner toutes les organisations nationales dans leur transformation digitale.



**En 2018, vous décidez de faire votre MBA à l'IAE Paris Sorbonne, en étant déjà titulaire de 2 Masters Spécialisés d'une grande école française. Quelles en furent vos motivations ?**

A un stade de sa carrière, on fait le bilan de ses accomplissements et on se remet en question. Cela a été mon cas, après 10 ans d'expériences dans la gestion des systèmes d'informations. Je portais l'ambition de faire évoluer mon leadership et d'avoir une vue plus exhaustive et moins technique de la gestion des entreprises. Le choix d'un MBA et surtout celui de l'IAE Paris Sorbonne s'est ainsi imposé à moi. Ce diplôme répondait à toutes mes attentes autant sur le plan leadership que sur l'apprentissage de la gestion d'une entreprise de manière transversale.



**En 2013, après une riche carrière professionnelle en France, vous faites le pari de retourner au Gabon. Dans quel cadre s'est opéré ce retour professionnel sur le continent africain ?**

J'ai décidé de rentrer au Gabon en 2013 car je portais réellement en moi la volonté de contribuer au développement de l'économie numérique au Gabon de manière spécifique et en Afrique en général.

Cette volonté s'est notamment matérialisée lors de mon passage à l'ANINF où j'ai directement œuvré à la digitalisation de l'administration publique via le projet E-Gabon qui est un vaste projet de modernisation de l'Administration publique par la mise en place d'E-services et de solutions d'automatisation des tâches.

Ce projet bénéficie aujourd'hui de l'accompagnement d'organismes tels que la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement et a permis de faciliter les démarches administratives de milliers de gabonais.

Cette mission a été une des plus enrichissantes de mon parcours et m'a encore plus encouragée sur la nécessité de bâtir en Afrique une économie qui peut se reposer sur de véritables champions africains. Nous avons toutes les compétences et les ressources nécessaires pour contribuer à son rayonnement.



**Revenons à votre poste actuel. Pouvez-vous nous présenter la société ST Digital Gabon, que vous dirigez depuis le mois d'Août 2020 ?**

ST Digital est une entreprise de services numériques qui a pour ambition de devenir une référence africaine pour toute organisation souhaitant amorcer sa transformation digitale. Notre ambition est de devenir un groupe panafricain leader avec une qualité de service digne des standards internationaux. Présent dans 5 pays, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Congo, Togo et depuis 1 an au Gabon, ST Digital propose une offre de services qui se décline autour de 5 grands axes stratégiques : la formation, le cloud, l'intégration, le support et le conseil et l'accompagnement. Premier acteur indépendant en Afrique Centrale propriétaire d'un Data Center, nous comptons aujourd'hui 50 collaborateurs, répartis sur 5 pays.



**Comment s'organise une journée de la CEO de ST Digital Gabon ?**

J'ai envie de répondre qu'il n'y a pas de journée « type » et c'est cela la magie de notre métier et la raison pour laquelle il me passionne autant. Très souvent, je suis mobile en matinée avec des rendez-vous en clientèle : soit pour une présentation des produits, ou pour vérifier le niveau d'avancement des projets, le lancement d'une formation, ou encore pour clôturer un projet. Je suis généralement au bureau en début d'après-midi et j'y reste jusqu'à la fin de la journée.

La journée de lundi est très souvent consacrée à la planification de la semaine et à faire le point avec les équipes autant sur les activités du Gabon que pour celles des autres filiales. Nous menons une politique d'encouragement à la mobilité et au télétravail : chaque collaborateur a donc le droit à deux jours de télétravail par semaine.



**L'intensité concurrentielle va devenir plus vivace au Gabon suite à la ratification par votre pays le 1er janvier 2021 de la ZECLAF (Zone de Libre-échange Continentale Africaine). La digitalisation peut-elle être un atout majeur pour faire face à cette concurrence à venir ?**

Cette ratification est une aubaine pour une structure comme la nôtre qui s'inscrit dans une logique continentale. Nous sommes valablement représentés dans la plupart des pays signataires de cet accord et sommes disposés à accompagner chaque entité souhaitant amorcer un projet de digitalisation de son activité. Le digital par sa transversalité ne peut être qu'un atout car il permet de briser les frontières et d'attaquer toutes les organisations en quête d'une amélioration de la portée et de la performance de son activité sans distinction relative à leur territorialité. Notre crédo à ST Digital est « Sky is not the limit » alors, la ZECLAF ne pourrait l'être car nous sommes prêts pour tous les horizons.



### **Pouvons-nous dresser un tableau de la transformation digitale de l'entreprise gabonaise et des pistes d'amélioration que vous suggèreriez ?**

Il est difficile de répondre à cette question de manière exhaustive car il y a au Gabon de nombreuses entreprises notamment dans le secteur des mines et de l'industrie qui sont réellement en avance dans leur transformation digitale. Cependant pour celles qui sont à un stade embryonnaire on peut par exemple noter une grande frilosité à souscrire à des solutions Cloud. Plusieurs entreprises ont encore la crainte d'avoir leurs données à l'extérieur de leur organisation et investissent des budgets importants sur des achats d'équipements et d'infrastructures délaissant ainsi la valeur ajoutée de l'informatique à savoir le développement de services. On peut également mentionner le faible niveau d'investissement sur la cybersécurité et la formation du personnel. Nous menons ainsi beaucoup de pédagogie et de sensibilisation auprès de nos clients sur les avancées technologiques notamment en matière de Cloud, de cybersécurité, de mise en place de solutions collaboratives et d'accompagnement à la formation de leurs collaborateurs car les ressources humaines, à notre sens, sont le pilier de la transformation digitale.



### **Le Gabon est selon le dernier classement de l'indice de développement des TIC (2017), le 6e pays africain le plus connecté au monde et le 1er en Afrique centrale.**

**Pensez-vous que l'on puisse envisager que votre pays devienne demain le hub numérique de l'Afrique Centrale et de l'Ouest ?**

Le Gabon a en effet tous les atouts pour devenir un hub numérique. Frontalier de trois pays, le Cameroun, le Congo et la Guinée Equatoriale, le Gabon s'est résolument engagé dans de nombreux projets d'interconnexion et de réduction de la fracture numérique. Aujourd'hui ses efforts sont visibles notamment par la création de nombreuses instances de gouvernance telles que le Centre National de Protection des Données, la ratification de lois sur les transactions, le commerce électronique et la protection des données personnelles, la mise en place d'un ministère de l'économie numérique et d'autres institutions telles qu'un incubateur numérique national pour favoriser l'inclusion numérique du pays. L'ensemble de toutes ces actions est visible sur le terrain et produit des fruits qui font du Gabon une référence sur le plan africain.



### **La digitalisation de l'entreprise africaine ne se construira-t-elle que par des solutions locales ? Quel intérêt pour une PME de Libreville de s'équiper d'une solution CRM Salesforce conçue pour le marché occidental ?**

Nous partons du principe qu'on ne réinvente pas la roue sachant qu'il existe de nombreux outils sur le marché qui peuvent être utilisés et adaptés au contexte local. C'est dans ce sens que nous travaillons en donnant la latitude à nos ingénieurs de devenir des experts sur le développement et le déploiement de solutions Open Source et existant sur le marché mais que nous customisons selon les standards et les besoins du marché africain. Nos clients ont des besoins spécifiques qui sont propres à notre environnement et notre rôle est de les accompagner dans cette transition numérique avec des expertises locales. Les PME doivent travailler à la fidélisation et la satisfaction de leur clientèle. Pour cela, il devient de plus en plus essentiel de mettre en place un CRM. Malheureusement beaucoup de PME s'orientent vers des solutions occidentales sans prendre tous les contours relatifs à la maintenance et au support. C'est pour cela que nous préconisons pour chaque choix technologique de s'assurer qu'une entreprise locale puisse prendre le relais.



# 5

suggestions au gouvernement du Gabon, pour une accélération de la transformation digitale du pays ?



- Développer la formation des jeunes sur les nombreuses opportunités liées au numérique.
- Investir dans un projet de Datacenter national pour des questions de souveraineté.
- Intégrer les enjeux liés à la cybersécurité.
- Accélérer le développement d'e-services
- Poursuivre les efforts réalisés sur l'interconnexion.



Comment décririez-vous votre management à la tête de votre entreprise ?

Ma devise managériale :

“ **Work hard, Play hard.** ”



J'ai la chance d'être à la tête d'une équipe soudée et qui est résolument engagée pour la réussite de ST Digital. Je me considère comme un manager proche et à l'écoute de mes équipes. Je leur laisse une totale autonomie dans leur activité tant que leurs objectifs de performance sont atteints. Je suis donc un manager proche de ses équipes et qui s'implique véritablement pour leur épanouissement aussi bien professionnel que privé car l'un ne va pas sans l'autre.





## Quels conseils donneriez-vous à un jeune diplômé qui aspire à faire carrière au Gabon ?



Je lui dirai de suivre son intuition et se donner les moyens de réaliser ses rêves car par la compétence et le travail on finit toujours par se réaliser. J'ajouterai de travailler dur, avec abnégation, d'être le meilleur car la compétence finit toujours par faire la différence. Et au final, de ne pas avoir peur d'approcher les plus grands, d'échanger, de réseauter car c'est dans le partage qu'on apprend et qu'on se construit.



## Un mot pour terminer cet échange ?

Je vous remercie infiniment pour cette formidable opportunité. J'exhorte et encourage tous ceux qui hésitent encore à s'inscrire à un MBA de le faire car c'est une aventure passionnante qui nous donne véritablement un autre regard sur le monde. L'IAE Paris Sorbonne m'a permis de me construire et de matérialiser un rêve devenu aujourd'hui réalité, de ne plus être spectateur, d'être un véritable acteur du développement de l'économie numérique au Gabon.



# PARCOURS ENTREPRENEUR



**Cécile**

**BENDAOU**

MBA IAE Paris

Sorbonne, 2011

*cbendaoud@iae-paris.org*



**Afin de mieux vous connaître, pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?**

Je suis Cécile Bendaoud, métisse d'origine franco-algérienne et je vis au Sénégal depuis 4 ans. De formation comptable, j'ai complété mon champ d'expertise avec un Master 2 en administration des entreprises (MBA) à l'IAE de Paris Sorbonne Business School en 2011.

J'ai appris le monde de l'entreprise depuis l'âge de 14 ans et j'ai fait mes armes dans plusieurs secteurs d'activités, notamment le transport de marchandises, avant de créer mon entreprise de services à la personne en 2006. Animée par le travail d'équipe et la nouveauté, de nature autodidacte et fédératrice, j'aime relever des challenges et partir à l'aventure.



**Depuis 2019, vous travaillez à Dakar au Sénégal, qu'est-ce qui vous a motivé à quitter Paris pour travailler en Afrique ?**

En 2015 mon rêve de petite fille est revenu me bousculer et j'ai décidé que le temps était venu pour moi d'aller découvrir le continent africain qui m'appelait depuis tant d'années. J'ai tout laissé derrière moi en 2017 et je suis partie avec mon sac à dos.

Avec Dakar comme point de départ, j'avais imaginé me laisser porter au gré de mes envies sur le reste du continent. Je me suis tout de suite sentie « à la maison » au Sénégal alors j'y ai posé mes valises et finalement Dakar aura aussi été mon point d'arrivée !

Je n'étais pas forcément venue pour travailler, mais ayant posé mes valises dans la capitale du Sénégal, y démarrer professionnellement est devenu logique.



**Vous êtes consultante en entrepreneuriat et développement d'activité depuis 2019 à Dakar. Pouvez-vous nous présenter cette activité ainsi que quelques missions réalisées à ce jour ?**

L'univers entrepreneurial est un terrain de jeu aussi vaste que varié. Constatant les besoins en accompagnement technique des entrepreneurs, j'ai d'abord créé mon entreprise individuelle avant de co-fonder le cabinet SEKOYA. Avec SEKOYA, nous accompagnons aussi bien la création et la formalisation des entreprises que leur développement et leur passage à l'échelle.

Selon les besoins et l'état des lieux des entreprises que nous suivons, nous orientons nos actions dans les domaines de la stratégie, la gestion des risques, le juridique, la structuration des organisations, le pilotage de la performance ou encore des ressources humaines.



**Vous êtes depuis 2 ans directrice associée de la société SEKOYA au Sénégal. Dans quel contexte avez-vous intégré cette entreprise ?**

Peu de temps après avoir démarré seule en 2019 mon activité de consultante en entrepreneuriat, j'ai rencontré mon associée, Sabrina COULIBALY SECK, avec qui nous avons rapidement créé SEKOYA. Véritable rencontre coup de cœur, nous avons décidé d'unir nos forces, nos expertises et nos expériences autour de nos valeurs communes pour apporter notre contribution au développement des entreprises au Sénégal.



**Pourriez-vous nous présenter le cabinet SEKOYA ?**

Sekoya est un cabinet né en plein Covid-19, exactement le 19 mars 2020, soit moins d'une semaine avant la prise de mesures draconiennes de protections sanitaires. A l'époque nous avons une employée avec laquelle nous avons cessé de travailler fin 2020 au regard du très fort ralentissement de l'économie au Sénégal et dans le monde.

L'année 2021 s'est mieux présentée et nous escomptons pouvoir nous agrandir à nouveau dans les mois à venir. Nous intervenons sous 3 angles : le conseil, la prestation et la formation.

Nous travaillons pour des MTPME en phase de croissance, comme en cours de création. Cette année, nous avons également travaillé avec des structures publiques, des bailleurs internationaux, des incubateurs et des cabinets qui proposent des programmes d'accompagnement technique et financier aux MTPME et startup. Cela nous a aussi permis d'élargir notre zone d'intervention géographique en accompagnant une cohorte de dirigeants en Côte d'Ivoire.



**Disposez-vous d'un site internet sur lequel on peut jauger SEKOYA ?**

Le site internet est : [www.sekoya-sn.com](http://www.sekoya-sn.com)



**SEKOYA**

Grow strong



### **Le recours à des cabinets de conseils par les entreprises sénégalaises est-il généralisé ? sinon comment y remédier ?**

Le besoin d'accompagnement est présent et les entreprises en sont conscientes. Elles peinent néanmoins à le financer car leur trésorerie sert d'autres priorités comme le paiement des fournisseurs et des salariés. La plupart a donc recours aux programmes d'accompagnements techniques qui cofinancent les entreprises.

Pour permettre à davantage d'entrepreneurs d'avoir accès à ces programmes, des améliorations en terme d'informations et de formalités à remplir, notamment pour les entreprises situées en région, pourraient être apportées.



### **Il est rare d'entendre les entreprises sénégalaises évoquer des stratégies d'exportation, malgré leur appartenance à un marché régional unique : la CEDEAO. Comment l'expliquez-vous ?**

Nous avons beaucoup de jeunes talents qui réunissent expertises et créativité dans la mise en valeur des produits locaux. Contrairement aux idées reçues bon nombre d'entreprises sénégalaises souhaitent développer des stratégies à l'international d'autant que leur savoir-faire répond à une véritable demande. Les filières s'organisent pour répondre aux standards internationaux mais les barrières à l'export restent nombreuses, à commencer par les contraintes juridico-administratives.

Concernant les exportations dans la sous-région, elles sont bien plus développées qu'on ne le pense. Mais cela fonctionne souvent de manière informelle afin de fluidifier les relations commerciales. Avec la ZLECAF, on espère que le marché africain va s'améliorer et ouvrir encore les opportunités.

Un autre frein aux exportations, est la situation des infrastructures. Sans entrer dans des détails, les routes doivent être améliorées pour le transport routier et les vols continentaux pour le fret restent assez chers. Le transport maritime peut toutefois sortir son épingle du jeu.



### **Pouvez-vous nous décrire votre journée type en tant que directrice associée de SEKOYA ?**

Je n'ai pas de journée type. Mon travail ne se limite pas à mes fonctions de directrice associée. J'aime être sur le terrain aux côtés des entrepreneurs et de leurs équipes.

Aucune de mes journées ne se ressemble, encore moins au Sénégal où chaque jour réserve son lot d'imprévus. Je peux tout aussi bien faire du coaching individuel en stratégie, des ateliers collectifs ou des formations sur des thématiques comme de la gestion de la performance ou encore travailler directement à la réorganisation des activités au sein des entreprises.

Quel que soit le point d'entrée, nous travaillons à cadrer la vision des projets des entreprises et les actions à mener pour qu'elles atteignent leurs objectifs.



## Quels conseils prodigueriez-vous à toute femme qui souhaite entreprendre avec succès au Sénégal ?

Les femmes au Sénégal sont des entrepreneuses nées, chacune à son échelle. Elles représentent déjà un pilier très important de l'économie et font tourner leur business avec dextérité et en très bonnes gestionnaires.

Si pour beaucoup d'entre elles les micro-crédits qui se développent en leur faveur aident à soutenir leur développement, l'accès aux financements reste le frein principal à l'expansion de leurs activités.

Nous ne pouvons qu'inviter les banques et autres financeurs à leur faire confiance et leur permettre de réaliser les investissements conséquents dont elles ont besoin pour opérer un véritable passage à l'échelle.



## Bon nombre de pays africains comptent des femmes parmi leurs leaders économiques, ce qui n'est pas le cas du Sénégal, comment l'expliquez-vous ?

Détrompez-vous ! Le Sénégal n'est absolument pas en reste s'agissant du leadership féminin. Le forum « Les Héroïnes de Dakar » lancé en 2017 et présidée par Anta Babacar Ngom, directrice générale de Sédima, l'un des leaders de l'agro-alimentaire au Sénégal, a réuni près de 300 cadres et entrepreneuses.

Et c'est au total une trentaine de dirigeantes œuvrant sur des secteurs porteurs comme l'énergie, les télécommunications, la finance, l'agro-industrie ou encore le conseil, qui ont répondu présentes pour partager leur savoir-faire et leur expérience pour fédérer toutes les générations de femmes leaders au Sénégal.

Nous avons d'ailleurs le premier groupe d'investisseurs 100% féminin qui a vu le jour en 2015 : Le Women Investment Club.



## Quelles mesures incitatives préconisez-vous, aux autorités sénégalaises pour booster le désir d'entreprendre chez les femmes ?

Comme je l'ai dit les femmes au Sénégal entreprennent déjà. Ce dont elles ont le plus besoin est d'accéder à de vrais financements et des mesures qui leur permettent de mieux concilier vie privée et vie professionnelle.



**Pour terminer, un mot pour nos lecteurs**



**“ L’herbe n’est pas plus verte ailleurs, elle est plus verte là où on la cultive. ”**



**“ Ce n’est pas parce que c’est difficile que vous vous êtes trompé. ”**

Deux leitmotifs qui m’accompagnent depuis longtemps et qui me rappellent qu’il n’y a que l’action qui apporte du résultat.

---

# ON EN PARLE

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris le décès de Khardiatou Wane (Master Finance, IAE Paris Sorbonne, 2018). Après une riche carrière en France, elle était rentrée en Afrique et plus précisément en Côte d'Ivoire, où elle occupait le poste de directrice financière d'une société en pleine expansion. Dynamique, disponible elle participait à toutes les activités du club quand son emploi du temps le lui permettait. L'alumni de la Sorbonne Business School adresse ses condoléances à sa famille éprouvée.

Fatmi Squalli (MBA, IAE Paris Sorbonne, 2005), Directeur Financement de Projets du Groupe Attijariwafa Bank a participé en octobre 2021 à une [conférence](#) de haut niveau sur les défis de la transition énergétique en Afrique du nord à la BPI. Vous pouvez la retrouver en suivant ce [lien](#).

Roger Adom (MBA, IAE Paris Sorbonne, 1993), Ministre de l'Economie numérique, des Télécommunications et de l'Innovation de la Côte d'Ivoire a initié en octobre 2021 une série d'ateliers de réflexion sur l'accélération de la transformation digitale de la Côte d'Ivoire.

Rompus à des exercices technologiques titanesques en Afrique et ailleurs, nous lui souhaitons réussite et succès dans ses différents projets.

La Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et la Société Startstone Congo SASU, dirigée par Alban Kaky (MBA, IAE Paris Sorbonne, 2016), et appartenant à des investisseurs congolais, ont signé le 27 octobre 2021 un accord de financement de 14 milliards de FCFA. Le prêt ainsi accordé permettra à Startstone Congo de construire une plateforme immobilière et touristique sur les rives du fleuve Congo sur une superficie de 50 hectares dont 7 hectares existants et 43 à aménager sur le fleuve Congo.

# NOMINATIONS

Bruno Jean-Richard ITOUA (MBA, IAE Paris Sorbonne, 1984), a été promu cet été par le président de la république du Congo, à un poste similaire à celui qu'il occupa entre 2005- 2011, Ministre de l'Energie et des Hydrocarbures. Cette nomination intervient à un moment où le Congo s'apprête à prendre la tête de l'OPEP en 2022.

---

**Directeur de Publication : Macaire Lawin**

**Comité de rédaction : Léon Tchemwe Fodzo, Anne-Isabelle N'Guessan,  
Louise-Christelle Kapenga, Exaucé Nsele, Lise-Cordélia Yesse**

*Graphisme et mise en page : [Fadila Tatah](#)*